

Echos des mobilisations (24-25-26 juin)

Haute-Loire

Comme une traînée de poudre ! La grève et les mobilisations s'étendent dans le département. Après Yssingeaux, Lafayette au Puy, Retournac, ce sont les personnels du collège de Sainte Florine qui se mobilisent contre la fermeture d'une classe de 6eme avec le soutien des parents d'élèves et des élus.



De nombreux personnels des écoles publiques du bassin sont également présents pour défendre leur collège de secteur. Personne n'accepte les conséquences des budgets illégitimes de Macron/Lecornu. La question de la grève dès la rentrée si les revendications ne sont pas satisfaites est posée !

Charente-Maritime

Communiqué de presse intersyndical (CGT Educ'action, SUD Éducation et SNFOLC) du collège Émile Combes de Pons annonçant qu'après avoir appris la fermeture d'une deuxième classe de troisième pour la rentrée prochaine, « suite à une AG exceptionnelle, bon nombre d'enseignants censés surveiller les épreuves du Brevet ont d'ores et déjà décidé de ne pas assurer cette mission afin d'exprimer leur colère et leur refus des conditions d'enseignement et d'apprentissage à venir », puis précisant que « ce refus pourra se prolonger sur toute la durée des épreuves, voire se poursuivre par une grève dès la rentrée de septembre, jusqu'au retour à la dotation initialement prévue. ».

Tarn

Le mouvement du collège Pasteur de Lavelanet se poursuit. Entièrement bloqué ce matin par les parents. Ils refusent toujours la suppression d'une classe de troisième. Les collègues sont unanimement mobilisés.



Côte d'Or

École maternelle Maladières bloquée, les enseignantes sont enchaînées devant l'école (25 juin).



Yvelines

Préavis de grève adressé par les personnels du collège Jean Jaurès de Poissy au DASEN des Yvelines
un préavis : « Dans deux jours, vendredi 26 juin, nous devons organiser et surveiller les épreuves du brevet qui se tiendront sur trois jours (26, 29 et 30 juin). Nous constatons que rien n'est fait pour qu'elles se tiennent dans de bonnes conditions puisqu'il est prévu de faire composer les élèves dans des salles de classes surchauffées ! Impossible et dangereux de composer dans de telles conditions et de surveiller par la même occasion. Il s'agit d'une épreuve nationale : nous voulons qu'elle puisse se tenir dans de bonnes conditions aux dates prévues et pour cela, il faut prendre toutes les mesures pour multiplier les points d'eau, les dispositions pour rafraîchir les salles d'examen et faire baisser la température dans les bâtiments. » **Jeudi 25 juin**, la Direction de l'établissement annonçait aux personnels, 12 ventilateurs seraient prêtés par le Conseil départemental, que les fenêtres seraient ouvertes toute la nuit pour rafraîchir les locaux, et que des bouteilles d'eau fraîche seraient stockées dans les réfrigérateurs. **Ces réponses ne satisfont pas toutes les revendications, mais elles constituent une indication sur la marche à suivre face à un gouvernement qui ne veut rien entendre.**

Val d'Oise



Rassemblement SnudiFO95 et CGT-EDUC95 à la DSDEN95 contre les fermetures de classes pendant l'instance décisionnaire avec les collègues des écoles menacées et les parents d'élèves : "de l'argent pour l'école pas pour les guerres du pétrole, aucune fermeture de classes !

Seine-Saint-Denis

Préavis de grève déposé par les personnels du collège Jean Lolive de Pantin

« Les épreuves du DNB démarrent sous la canicule, prévisible et annoncée par une première vague de chaleur en mai. Nous les personnels du collège Jean Lolive de Pantin, nous nous félicitons que les élèves disposent d'eau, de ventilateurs dans des espaces suffisamment grands pour composer à l'occasion de leur premier jour d'examen.

Un impensé demeure : les personnels. Pourtant, ce sont eux qui tiennent la barque et maintiennent l'école à flot. Ce sont eux qui ont aménagé les pièces la veille des épreuves afin de permettre leur déroulé en compensant les manques de l'État par l'accomplissement de missions supplémentaires.

Là nous voyons que la pause fraîcheur instaurée par le ministre sert à la mise en place de la suite des épreuves. Les personnels n'ont pas de pause. Aucune collation ne nous a été proposée. Aucune bouteille d'eau n'est stockée dans le frigo de la salle des personnels, là où on en trouvait au début de la vague de chaleur. Nous notons l'absence de brumisateurs pouvant pourtant servir aux personnels et aux élèves.

Les services de l'État, présidé par M. Macron et sous l'autorité de M. Geffray, laissent les chefs d'établissement se débrouiller avec les collectivités territoriales. Collectivités comme Éducation nationale vivent sous le régime de la pénurie, dans un pays capable de dégager 6 milliards d'euros supplémentaires pour la guerre.

C'est pourquoi nos sections syndicales SNES et SNFOLC déposent un préavis de grève, s'inscrivent dans le préavis national, pour lundi afin de permettre à tous les collègues de refuser les surveillances d'épreuves si l'État ne permet pas leur tenue dans les bonnes conditions susnommées.

Les personnels avec leurs sections syndicales. »

Hérault

Plusieurs écoles mobilisées ce jeudi 25 juin contre les fermetures de classes. Personnels et parents dans l'unité et avec le soutien du SNUDI-FO 34.

Saluons le courage des mamans et des grévistes de l'école Combes (Montpellier) qui ont bloqué toute la matinée malgré l'escadron de 13 policiers, et sont venus devant le rectorat avec leurs slogans et leurs casseroles pendant le CSA de repli. FO y est intervenu pour défendre les classes, exiger l'arrêt des intimidations et défendre la liberté de manifestation !



Loire-Atlantique

Les personnels du collège Salvador Allende de Rezé ainsi que les parents d'élèves déplorent « la fermeture d'une classe de sixième à la rentrée prochaine (plus de 27 élèves par classe) ainsi que des effectifs surchargés en classe de cinquième (plus de 29 élèves par classe). Ils appellent toutes les personnes qui défendent ce collège public à se rassembler pour accompagner la délégation qui se rendra dans les locaux de la DSDEN le mercredi 1er juillet à 16H30. Par ailleurs, une intersyndicale appelle à un rassemblement devant la DSDEN 44 à partir de 14H30 le mercredi 1er juillet prochain afin de soutenir les nombreux établissements du second degré qui ont demandé une audience pour les mêmes raisons.

Seine-Maritime

Carte scolaire : un collectif de parents se mobilise contre les fermetures de classes !



Compte-rendu complet sur le site du SNUDI-FO 76 : [lien ici](#)

Sans réponse à leur courrier, les familles se sont rendues à Rouen pour les instances de carte scolaire le 24 juin. Le CSA s'est d'abord tenu le matin avec la présence des écoles de Beuzeville-la-Grenier et Saint-Aubin-Celloville

Puis rassemblement à 17h devant la préfecture avec toutes les écoles du collectif



A l'issue du CDEN, la DASEN annule la fermeture pour une seule école du collectif

Lorsque la FNEC FP FO quitte seule le CDEN, elle rejoint les parents et informe qu'une seule mesure d'ajustement est prévue : la DASEN renonce à ouvrir dans une école du Havre, laissant deux classes de PS et de PS/MS à 31, pour donner satisfaction à une seule école du collectif. Une maman d'élève répond spontanément « ***Ce n'est pas ce qu'on leur demande ! On ne veut pas déshabiller Paul pour rhabiller Jacques ! On veut l'annulation des fermetures de toutes nos écoles !*** »

La colère éclate de plus belle. Un petit groupe de parents des écoles de Bacqueville-en-Caux et Saint-Aubin-Celloville décide d'aller à la sortie du CDEN pour interpeller la DASEN : [Vidéo ICI](#)

Rhône

Rassemblement contre Parcoursup, MonMaster, le SNV et la hausse des frais d'inscription



Des enseignants, des parents, des élus se sont réunis devant le Rectorat avec tous la même revendication : **l'inscription immédiate des bacheliers et étudiants dans la filière de leur choix.**

La secrétaire départementale du SNFOLC, a pris la parole : « *Nous avons revendiqué l'abondement des moyens pour les collèges et lycées. Dans un établissement de la Duchère (Lyon 9^e), ce sont 114h en moins prévues pour l'année prochaine ! C'est une honte ! Alors que le gouvernement trouve 36 milliards d'euros pour la loi de programmation militaire, on détruit les moyens mis dans les établissements scolaires, ce qui est en lien direct avec la mise en place de Parcoursup. On empêche les jeunes d'accéder aux études supérieures pour les envoyer à la guerre.* »

Une maman d'un élève qui s'est vu refuser 2 vœux sur les 10 formulés et qui est trop loin sur la liste d'attente pour les autres vœux a également témoigné : « *Mon fils a toujours bien travaillé toute l'année, il a eu les encouragements à chaque trimestre. J'ai toujours dit à mes enfants de bien travailler pour faire le métier qui leur plaît. Malheureusement, avec Parcoursup, ce n'est plus vrai. On ne sait même pas sur quels critères les jeunes sont triés. Certains avec un moins bon dossier scolaire ont eu leurs vœux. Mais parce que mon fils n'a pas fait le SNU, il n'a pas eu de crédits supplémentaires. L'année prochaine, il veut retenter Parcoursup pour faire une filière STAPS. Hors de question qu'il fasse le service national volontaire pour obtenir des points en plus. Mon fils ne sera pas de la chair à canon !* »

Un élu local représentant La France Insoumise a aussi pris la parole pour apporter son soutien au rassemblement et affirmer l'exigence d'abandon de Parcoursup.